

Maîtres chez nous

Une nouvelle base pour la prospérité canadienne

Le budget de 2026 et les choix qui façonnent la transition climatique du Canada.

Senators for Climate Solutions

Sénateurs pour des solutions climatiques

Novembre 2026 ·



APERÇU

La souveraineté, le cadre. L'électricité, le fondement..

Le 5 novembre 2026, le gouvernement fédéral a déposé le **budget 2026 : Maîtres de notre destin.** La politique climatique y figure en bonne place, au cœur même de son discours sur la souveraineté économique, avec plus de 50 milliards de dollars de mesures visant à étendre, connecter et financer le réseau électrique.

Un nouveau cadre – Bâtir, Remplacer, Transformer, Innover – structure la politique climatique et énergétique du gouvernement. Le budget maintient l'objectif de carboneutralité d'ici 2050 tout en assouplissant la réglementation sur l'électricité propre. Parallèlement, il favorise la construction d'un nouvel oléoduc sur la côte ouest et s'appuie sur des engagements en matière de captage du carbone.

Cette note examine le budget sous l'angle climatique : où les investissements peuvent accélérer la décarbonation, où ils renforcent la résilience et où d'autres choix politiques compliquent les progrès.

> **« Le 21e siècle appartiendra aux nations qui sauront tirer parti de l'électricité.**
>
> — Budget 2026, chapitre 1

QUATRE PILIERS

Le climat est présenté comme suit : Bâtir, Remplacer, Transformer, Innover – l'accent est mis sur Bâtir.

BÂTIR
électricité propre et fiable

DANS LE BUDGET

Crédits jusqu'en 2040 : 4 milliards de dollars pour le réseau et les énergies renouvelables ; 6 milliards de dollars pour la nouvelle production ; 1,6 milliard de dollars pour le Nord ; 518 millions de dollars pour le nucléaire.

LENTILLE CLIMATIQUE

Point fort : la certitude des investissements. Les modifications proposées permettraient un recours accru au gaz naturel et à des mesures compensatoires à court terme.



REMPLACER
Électrifier les transports, les édifices

DANS LE BUDGET

Remboursement pour les thermopompes pour jusqu'à 820 000 foyers ; financement pour jusqu'à 55 000 bornes de recharge pour véhicules électriques.

LENTILLE CLIMATIQUE

Cela peut réduire les coûts et les émissions des ménages, mais les normes d'émissions à l'échappement ont été réajustées, ce qui, selon les critiques, nuit à l'accès aux véhicules électriques.



TRANSFORMER
Gaspiller moins d'énergie

DANS LE BUDGET

Le programme SHIFT est renouvelé à hauteur de 400 millions de dollars sur 7 ans ; modifications apportées à la Loi sur l'efficacité énergétique.

LENTILLE CLIMATIQUE

L'efficacité énergétique permet de réduire les émissions de manière rentable, mais ne bénéficie que d'un financement dédié relativement modeste.



INNOVER
carburants propres et technologies

DANS LE BUDGET

Les crédits relatifs à l'hydrogène, à la fabrication propre et au CCUS sont maintenus ; le programme de technologies propres est renouvelé.

LENTILLE CLIMATIQUE

Les incitatifs fiscaux existants assurent la continuité, mais les nouveaux financements consacrés aux technologies propres demeurent moins visibles.



LA ROUTE À PARTIR D'ICI

Fin 2026
Élaboration de critères d'investissement durable

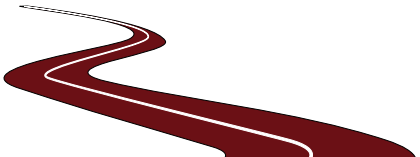
Janvier 2027
Fin de l'allégement de la taxe sur l'essence ; retour au taux plein le 1er avril

Février 2027
Conférence sur la finance durable

2027-28
La plupart des nouveaux financements commencent

2040
Fin des crédits d'impôt prolongés

2050
Électricité à zéro émission nette ; capacité du réseau doublée

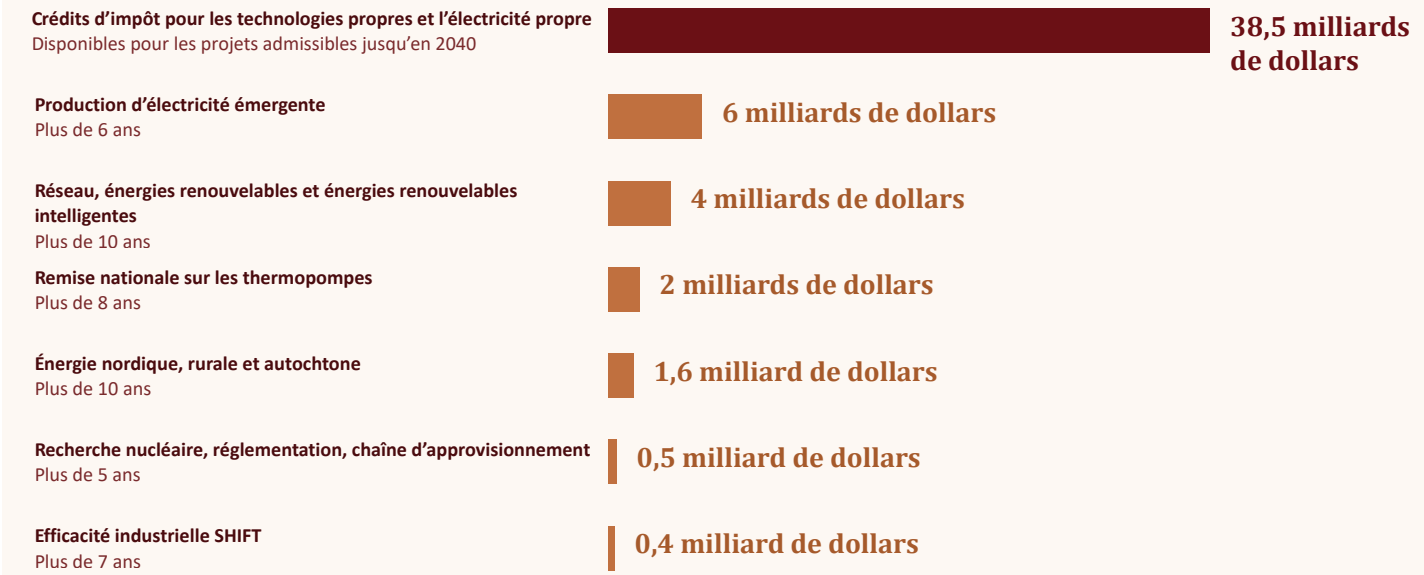


SUIVRE L'ARGENT

L'engagement le plus important concerne la certitude des crédits d'impôt, dont la majeure partie du coût prévu se situera après 2031

Le budget 2026 conçoit la lutte contre les changements climatiques comme une stratégie de compétitivité économique plutôt qu'un exercice réglementaire. La voie vers la carboneutralité repose sur l'investissement : accroître la production d'électricité propre, électrifier les usages finaux, améliorer l'efficacité énergétique et déployer à grande échelle les technologies propres canadiennes. Son programme climatique repose sur **une proposition** : l'avantage du Canada en matière d'électricité, ses ressources naturelles et sa capacité industrielle peuvent servir de fondement à une économie plus prospère, plus autonome et moins carbonée.

MESURES CLIMATIQUES ET COÛTS FISCAUX PRÉVUS



Quand le crédit d'impôt entre en vigueur



2,4 milliards de dollars avant 2031-2032

36,1 milliards de dollars de 2031-32 à 2041-42



Plus de 50 milliards de dollars

dans le cadre de mesures visant à étendre, connecter et financer le réseau électrique

2×

Demande d'électricité prévue d'ici 2050

~80 %

une partie du réseau électrique actuel est déjà non émettrice.

820 000

ménages remboursés par thermopompe

4,5 millions d'hectares

de terres brûlées par les feux de forêt en 2026

LES CHIFFRES CONCORDENT-ILS ?

Ce que les chiffres ne montrent pas encore

1 La trajectoire

Selon les projections actuelles, les réductions d'émissions du Canada d'ici 2030 devraient être d'environ 21 % inférieures aux niveaux de 2005 avec les mesures existantes, et atteindre 28 % avec des mesures supplémentaires. Ces chiffres demeurent toutefois inférieurs à l'objectif canadien de 40 à 45 %. Le budget n'établit aucune nouvelle réglementation sur le pétrole et le gaz et ne prévoit aucune hausse du prix du carbone pour les industries. On mise sur l'électrification, l'efficacité énergétique et les technologies propres pour infléchir la courbe des émissions tout en préservant la compétitivité du Canada.



21 % avec des mesures, 28 % avec un objectif supplémentaire de 40 à 45 %

2 Le temps

La majeure partie du coût prévu des crédits d'impôt se situe après 2031-2032. À court terme, les progrès dépendront de la mise en œuvre des programmes existants, de l'efficacité de la tarification du carbone industriel et du rythme d'adoption par les ménages des thermopompes et des bornes de recharge pour véhicules électriques.

3 Le déficit d'adaptation

Des fonds d'adaptation sont prévus, mais les engagements budgétaires les plus visibles concernent la gestion des urgences et le rétablissement. L'investissement ciblé dans la réduction proactive des risques et la résilience communautaire est moins mis en avant. Après une saison des feux ayant ravagé 4,5 millions d'hectares, la question du financement de l'adaptation locale demeure en suspens.

2,5 milliards de dollars

financement des bombardiers d'eau

865,6 millions de dollars

Intervention d'urgence dans les réserves, 2026-2027

3 millions de dollars

Flood Risk Finder, un an

TROIS QUESTIONS D'ALIGNEMENT

Trois domaines où le budget tire dans deux directions à la fois.

A Pipeline, capture du carbone et objectif 2050

+ Le programme de captage du carbone Pathways et les autres engagements de l'Alliance des sables bitumineux permettraient de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 16 millions de tonnes par an.

– Pacific Link, un pipeline d'une capacité d'un million de barils par jour, est maintenant un projet d'intérêt national. La capture du carbone peut réduire l'intensité des émissions sans nécessairement réduire les émissions totales du secteur.

B Tarification du carbone, réglementation et taxes sur les carburants

+ Ottawa mettra à jour le barème de référence de tarification du carbone industriel et travaillera avec les provinces et les territoires en vue d'une plus grande harmonisation et de potentiels liens commerciaux, tout en conservant son objectif de carboneutralité d'ici 2050.

– Le prix du carbone pour le consommateur a disparu, l'allégement des taxes sur les carburants court jusqu'en janvier 2027 (5,3 milliards de dollars en 2026-2027), et la réglementation sur l'électricité autorise un fonctionnement plus long du gaz et davantage de compensations.

C Adaptation et feux de forêt

+ 865,6 millions de dollars en 2026-2027 et 446,2 millions de dollars en continu pour la gestion des urgences des Premières Nations; jusqu'à 2,5 milliards de dollars pour le financement des bombardiers d'eau; et 3 millions de dollars pour maintenir le Flood Risk Finder.

– Les nouveaux financements favorisent les interventions d'urgence, tandis que les investissements dans la réduction des risques à long terme et l'adaptation au niveau communautaire demeurent relativement limités.

+ CONTRIBUE AUX OBJECTIFS	– S'ÉLOIGNE OU COMPLIQUE

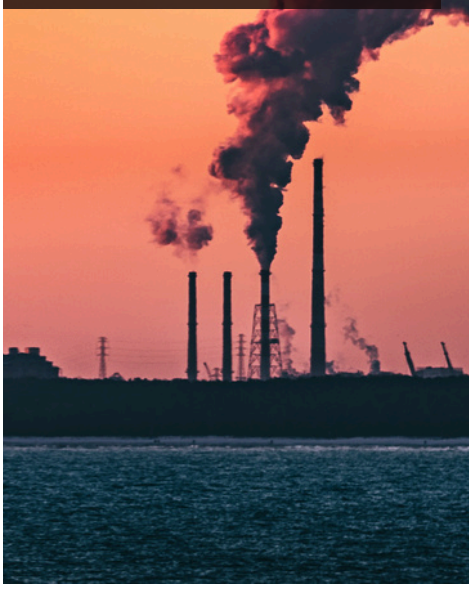
Le point commun : *le budget 2026 est le plus solide là où climat et compétitivité convergent, et le plus discret là où ils divergent.*

INDUSTRIE ET RESSOURCES

De nouveaux financements pour l'efficacité énergétique, les minéraux et les forêts, le prix du carbone restant à fixer.

Industrie et carbone

Un investissement de 400 millions de dollars sur sept ans, de 2027 à 2028, renouvelle le programme SHIFT pour l'efficacité énergétique industrielle. L'Initiative sur les technologies propres du Programme d'aide à la recherche industrielle est reconduite. Ottawa mettra à jour le barème de référence du carbone industriel et étudiera la possibilité de relier les marchés provinciaux du carbone. Le Règlement sur les carburants propres, la Loi sur l'efficacité énergétique et l'Accélérateur de rénovation en profondeur sont tous modifiés ou reconduits. Les crédits d'impôt pour l'hydrogène, la fabrication propre et la capture du carbone sont maintenus.



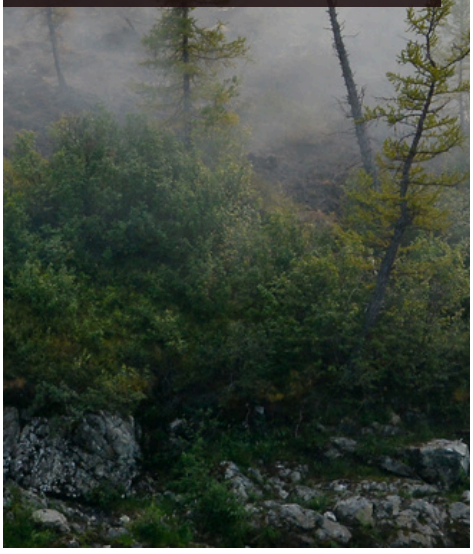
Minéraux critiques

Renouvellement de la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques : 424,4 M$ sur quatre ans, de 2027 à 2028. Les crédits d'impôt pour l'exploration minière et l'exploration de minéraux critiques sont prolongés jusqu'au 31 mars 2032. L'antimoine est également ajouté à la liste des minéraux admissibles au crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques. Ces mesures devraient soutenir des investissements dans l'exploration minérale à hauteur de 956 millions de dollars sur cinq ans. Le Fonds canadien d'accélération des minéraux critiques, doté de 2 milliards de dollars, a conclu sa première entente, soutenant l'expansion du projet Trail de Teck, d'une valeur de 850 millions de dollars, en plus d'un investissement de 400 millions de dollars du Fonds de croissance du Canada. L'hélium bénéficie d'un traitement fiscal semblable à celui du secteur pétrolier et gazier.



Forêts

Un programme de 6,5 milliards de dollars sur six ans, de 2027 à 2028 : 500 millions de dollars pour l'approvisionnement en fibres et la gestion durable des forêts, 2 milliards de dollars pour moderniser les usines et ajouter des produits à plus forte valeur ajoutée, et 4 milliards de dollars de financement par l'intermédiaire d'un accélérateur du secteur forestier, incluant des bioraffineries et des installations de biocarburants. Le secteur emploie près de 200 000 personnes et a contribué à hauteur de 29,7 milliards de dollars au PIB en 2025. La nation Tla'amin acquiert une exploitation forestière grâce à une garantie de prêt fédérale.



COMPÉTENCES ET EMPLOIS

Le Corps jeunesse pour le climat aidera plus de 2 000 jeunes à faire carrière dans les domaines du climat et de la gestion des urgences. L'initiative Canada en force vise à former jusqu'à 100 000 travailleurs qualifiés certifiés Sceau rouge d'ici 2031, alors que 1,4 million de travailleurs qualifiés seront nécessaires d'ici 2033.

FINANCE DURABLE

Les critères d'investissement durable « Fabriqué au Canada » pour l'électricité, les transports et les bâtiments doivent être finalisés d'ici la fin de 2026. Un cadre fédéral pour les obligations durables est en préparation, et l'Institut canadien du climat organise une conférence sur la finance durable en février 2027. Les règles de divulgation climatique des régimes de retraite restent en vigueur.

NATURE ET RÉSILIENCE

La protection de la nature et la résilience climatique font face à des priorités de financement différentes.

1 PROTÉGER LA NATURE

FORFAIT OCÉANS

1,2 milliard de dollars

sur quatre ans, de 2027 à 2028

Sécurité côtière face à l'augmentation du trafic maritime

740 millions de dollars

Accord de réconciliation de la biorégion du plateau continental nord

186 millions de dollars

écosystèmes et espèces marines

136 millions de dollars

Objectifs de conservation marine

Objectif : protéger 30 % des zones marines et côtières d'ici 2030

282,7 millions de dollars

Au cours des 11 dernières années, deux nouvelles aires marines nationales de conservation ont été créées.

19,7 millions de dollars

Études de faisabilité pour jusqu'à trois autres projets marines dans le Nord

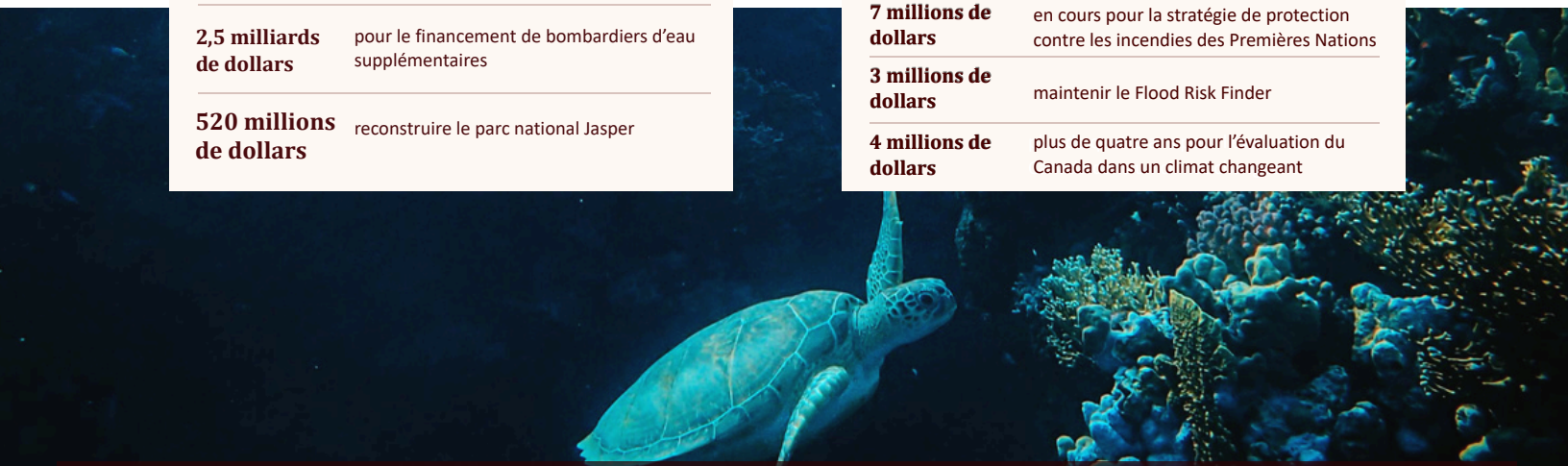
3,6 milliards de dollars

sur 10 ans pour les actifs de Parcs Canada

2 SE PRÉPARER AUX IMPACTS CLIMATIQUES

Intervention d'urgence et rétablissement	
865,6 millions de dollars	en 2026-2027 et 446,2 millions de dollars en cours pour les urgences liées aux réserves
2,5 milliards de dollars	pour le financement de bombardiers d'eau supplémentaires
520 millions de dollars	reconstruire le parc national Jasper

Prévention, préparation et connaissances	
7,8 millions de dollars	en cours pour la protection contre les feux de forêt des Premières Nations
7 millions de dollars	en cours pour la stratégie de protection contre les incendies des Premières Nations
3 millions de dollars	maintenir le Flood Risk Finder
4 millions de dollars	plus de quatre ans pour l'évaluation du Canada dans un climat changeant



3 LE FOSSÉ D'ADAPTATION

+0,9 °C

Un réchauffement accru est prévu d'ici 2040 dans tous les scénarios.

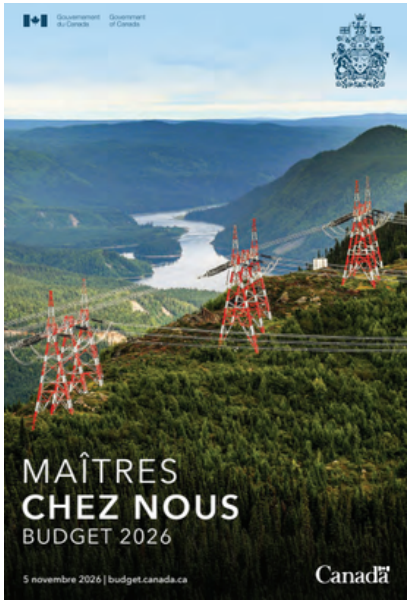
Le budget reconnaît l'aggravation des risques climatiques, notamment une saison des feux de forêt pouvant ravager 4,5 millions d'hectares. Cependant, ses engagements les plus visibles en matière de résilience se concentrent sur les interventions d'urgence et le rétablissement, tandis que les investissements dédiés à la prévention et à l'adaptation au niveau communautaire restent moins visibles. Avec le réchauffement climatique désormais inévitable, investir dans la résilience sera nécessaire, peu importe le scénario d'émissions.

QUESTIONS ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES

SI VOUS N'AVEZ QUE 30 SECONDES...

- **Renforcer le réseau électrique :** plus de 50 milliards de dollars d'investissements dans des mesures plus larges concernant le réseau électrique, dont 6 milliards pour la production émergente et l'extension des crédits d'impôt pour les investissements dans les énergies propres.
- **Ménages et transports :** un remboursement national pour les thermopompes visant jusqu'à 820 000 ménages, et un financement pouvant aller jusqu'à 55 000 bornes de recharge pour véhicules électriques supplémentaires.
- **Politique énergétique :** proposition d'une plus grande flexibilité dans le cadre de la réglementation sur l'électricité propre, parallèlement à un nouvel oléoduc sur la côte ouest.
- **Industrie :** 400 millions de dollars pour renouveler le soutien à l'efficacité énergétique industrielle, le futur barème de référence pour la tarification du carbone industriel restant à déterminer.
- **Résilience :** Engagements importants en matière de gestion des urgences et de rétablissement, mais investissements moins importants dans l'adaptation proactive au niveau communautaire.

Consultez le budget 2026



QUESTIONS À POSER

1. Quelle part de la prolongation du crédit d'impôt de 38,5 milliards de dollars devrait générer des investissements supplémentaires, plutôt que de soutenir des projets qui auraient été réalisés de toute façon ? Comment les résultats en matière d'utilisation et d'émissions seront-ils communiqués ?
2. À la suite des modifications proposées au Règlement sur l'électricité propre, quelle trajectoire annuelle (repères concernant les émissions annuelles et la part de l'électricité non émettrice) permettra de mesurer les progrès vers l'atteinte de la carboneutralité du secteur de l'électricité d'ici 2050?
3. Comment les réductions annuelles de 16 millions de tonnes annoncées dans le cadre du programme Pathways et des engagements connexes seront-elles vérifiées de manière indépendante, et comment seront-elles reflétées dans la comptabilité nationale des émissions du Canada ?
4. Au-delà des interventions d'urgence et du rétablissement, quels financements aideront les municipalités, les communautés autochtones et les autres administrations locales à investir dans l'adaptation aux changements climatiques à long terme ?

Quelques réactions au rapport

Le budget réaffirme l'engagement du gouvernement envers la carboneutralité et établit un nouveau cadre pour atteindre cet objectif ; le suivi des progrès sera crucial. Les catégories sont des éléments essentiels d'une transition vers la carboneutralité : développer la production d'électricité propre, accélérer la transition vers l'électricité, transformer les systèmes énergétiques pour réduire le gaspillage d'énergie et innover en déployant à grande échelle de nouvelles technologies. Ce cadre s'aligne globalement sur les travaux que l'Institut du climat lancera prochainement sur le suivi d'indicateurs concrets de progrès vers une croissance propre. Le prochain défi sera de suivre les progrès et de veiller à ce que l'ampleur et le rythme des politiques soient proportionnels aux changements nécessaires pour atteindre la carboneutralité.
— Dale Beugin, vice-président exécutif, Institut canadien du climat

Le budget fédéral présenté aujourd'hui marque une étape importante vers l'électrification du Canada, notamment grâce à des investissements dans le transport d'électricité, les réseaux de bornes de recharge pour véhicules électriques et la réduction de la dépendance au diesel dans les collectivités du Nord. Après des décennies de sous-investissement dans notre réseau électrique, ce budget reconnaît l'investissement et l'ampleur des mesures nécessaires pour bâtir un système plus résilient, abordable et sûr. ***– Chris Severson-Baker, directeur général de l'Institut Pembina.***

Les investissements et la réglementation devraient aller de pair. Le budget de cette année ne révèle que la moitié de l'histoire. Bâtir une économie carboneutre exige des mesures de diversification pour réduire notre dépendance envers les infrastructures coûteuses qui risquent de nous freiner. Le gouvernement Carney continue de privilégier les projets coûteux d'énergies fossiles qui risquent de laisser le Canada à la traîne, comme la subvention du pipeline Pacific Link et la création de nouvelles incitations qui continuent de favoriser l'expansion des hydrocarbures. ***– Caroline Brouillette, directrice générale, Réseau Action Climat Canada***

Les investissements dans le développement du pays devraient désormais privilégier la mise en place d'infrastructures d'électricité propre et le renforcement des capacités industrielles nécessaires pour alimenter l'économie canadienne et consolider sa compétitivité dans l'économie mondiale propre, plutôt que de continuer à subventionner les infrastructures liées aux combustibles fossiles.
– Patricia Fuller, présidente et chef de la direction de l'IISD

Quelques réactions au rapport

CCPA
CANADIAN CENTRE for POLICY ALTERNATIVES
CENTRE CANADIEN de POLITIQUES ALTERNATIVES

Nous voulons cette certitude à long terme, surtout pour les services publics et les grands investisseurs qui doivent prendre ces décisions sur des décennies… Le problème, c'est que leur croissance n'est pas rapide, ce qui signifie que nous pourrions ne pas voir les investissements nécessaires avant quelques années… Surtout en matière de changements climatiques, chaque année compte. ***– Hadrian Mertins-Kirkwood, chercheur principal, Centre canadien de politiques alternatives***

FONDATION DAVID SUZUKI
Un monde. Une nature.

Outre l'investissement historique dans l'électricité propre, le budget de 2026 prévoit du financement pour des rénovations écoénergétiques et des thermopompes qui aideront les ménages à réduire leurs coûts et leurs émissions de gaz à effet de serre. Il comprend également plus de 300 millions de dollars pour la création et l'exploitation de deux nouvelles aires marines nationales de conservation, ce qui rapprochera le Canada de son objectif de protéger 30 % de ses zones marines et côtières d'ici 2030. Toutefois, des lacunes subsistent quant à l'augmentation du financement nécessaire pour respecter les engagements du Canada en matière de protection de la nature et lutter contre la pollution plastique. Alors que le gouvernement investit dans l'expansion des secteurs forestier et minier, nous avons besoin de solides garde-fous juridiques pour protéger la nature et faire respecter les droits des Autochtones. Or, le projet de loi C-39 propose de démanteler précisément ces protections.
– Lisa Gue, gestionnaire des politiques nationales, Fondation David Suzuki

Climate Caucus

L'engagement du gouvernement fédéral envers l'électricité propre est essentiel à la réussite de notre pays au vingt-et-unième siècle. Ce budget envoie un signal fort aux municipalités qui peinent actuellement à payer le prix fort du gaz et du pétrole, ainsi qu'à tous les Canadiens. L'électrification de l'économie canadienne entraînera une augmentation de la création d'emplois, une plus grande accessibilité financière et des collectivités en meilleure santé. Soyons clairs : notre pays ne peut être maître de son destin sans que nos communautés ne soient maîtresses du leur. La force du Canada réside dans ses collectivités. ***– Zoe Grams, directrice générale, Caucus sur le climat***